



FLASH DE CONJONCTURE



SYNTHESE

L'activité économique nationale, malgré un environnement économique international défavorable, s'améliore progressivement grâce à la poursuite du Plan National de Développement (PND) 2016-2020, avec la réalisation des grands projets d'infrastructures publiques, du Programme Social du Gouvernement, ainsi que du Plan de Soutien Economique Social et Humanitaire (PSESH).

Au niveau sectoriel, à fin novembre 2020 et comparativement à la période correspondante de 2019, le secteur primaire enregistre une évolution contrastée des principales spéculations. Les productions de noix de cajou, de banane dessert et de sucre sont en hausse tandis que celle de l'ananas se contracte. Dans le secteur secondaire, la production industrielle poursuit sa baisse, en glissement annuel. Dans le secteur tertiaire, toutes les composantes sont également en retrait.

Les prix à la consommation augmentent de 2,4% en moyenne sur la période sous revue, en relation avec le relèvement des prix de la composante comestible (+4,1%) et de celle non comestible (+1,6%).

Le marché de l'emploi formel privé a bénéficié du soutien du Gouvernement aux entreprises sinistrées du fait de la pandémie à coronavirus. A fin novembre 2020, le nombre de salariés dans le marché de l'emploi formel est en progression de 5,6% en glissement annuel, tiré à la fois par les secteurs public (+9,1%) et privé (+4,7%).

La situation des finances publiques est marquée par un accroissement des recettes totales et dons de 0,3%, et une augmentation des dépenses totales et prêts nets de 20,7%, par rapport à leur niveau à fin novembre 2019. Il en est ressorti un solde budgétaire déficitaire de 1 861,1 milliards de FCFA financé grâce au recours au marché monétaire et financier.

Concernant le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur se sont contractées respectivement de 3,9% et 2,0%. Il découle de ces évolutions un excédent commercial de 782,8 milliards de FCFA contre 919,8 milliards de FCFA un an plus tôt. Les termes de l'échange s'améliorent de 6,2%, grâce au repli des prix à l'importation.

La masse monétaire au sens large connaît une progression de 15,1% en glissement annuel, en relation avec la hausse des actifs extérieurs nets (+27,2%), des créances sur l'économie (+1,4%) et des créances nettes sur l'Administration centrale (+33,9%).

La place boursière de l'UEMOA est marquée au mois de novembre 2020 par une hausse de l'indice BRVM composite de 2,1% et un recul de l'indice BRVM 10 de 1,4%, comparés à leurs valeurs du mois précédent.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Au niveau mondial, l'activité économique a fortement rebondi au cours du troisième trimestre 2020. Les données récentes sur le PIB ont montré des taux de croissance nettement supérieurs aux attentes, tant dans les économies avancées, avec en tête la

zone euro et les États-Unis, que dans de nombreux marchés émergents en particulier la Chine. Cette dynamique positive semble se maintenir au quatrième trimestre en dehors de la zone euro qui fait face à une augmentation du nombre de cas

de Covid-19 depuis octobre 2020 provoquant une vague de nouveaux confinements.

Cette évolution mitigée de l'activité économique au niveau des pays a emmené le FMI à réviser, en octobre 2020, la prévision de croissance mondiale à -4,4% contre -5,2% annoncée en juin dernier. Les PIB de la zone euro, des Etats-Unis et du Royaume-Uni devraient fléchir respectivement de 8,3%, 4,3% et 9,8% en 2020. En revanche, la production de la Chine devrait croître de 1,9%. Celle de l'Afrique Subsaharienne devrait se contracter de 3,0%. Pour l'année 2021, la croissance de la production mondiale a été projetée à +5,2%.

Dans la zone UEMOA, les dernières prévisions situent le taux de croissance du PIB en 2020 à +0,9% contre +5,8% l'année précédente. Toutefois, cette progression témoigne d'une résilience de la zone face à l'effet pervers de la Covid-19 et à la dégradation de l'environnement international.

Sur le marché des matières premières, en variation moyenne mensuelle, le cours du cacao se redresse au mois de novembre 2020. Cette hausse de 2,9% est attribuable à la forte chute des stocks certifiés de cacao liée aux importants achats de cacao notamment par « Américain Hershey ». Il en est de même du cours moyen du pétrole brut qui se redresse (+6,2%) après sa forte chute au mois d'avril 2020 (-42,0%). En effet, l'or noir continue de profiter d'un vent d'optimisme au sujet de la demande qui a commencé à souffler début novembre avec une série d'annonces encourageantes sur les vaccins contre la COVID-19. Par ailleurs, les cours du coton (+3,9%), du caoutchouc (+10,5%), du café (+3,6%) et de l'huile de palme (+15,2%) maintiennent leur

tendance haussière observée depuis le début du troisième trimestre 2020.

Concernant le cours de l'or (-1,9%), il s'inscrit en baisse en novembre 2020 après avoir atteint un pic en août 2020. Le cours du métal jaune continue de souffrir de l'intérêt des investisseurs pour les actifs à risque.

En moyenne sur les onze premiers mois de l'année, les cours du cacao (+1,5%), du café (+8,4%), de l'huile de palme (+26,5%) et de l'or (+27,2%) progressent en glissement annuel. Par contre, ceux du coton (-8,9%), du caoutchouc (-6,5%) et du pétrole brut (-36,0%) fléchissent.

Sur le marché des changes, comparé au mois précédent, l'euro s'apprécie par rapport au dollar US. La monnaie européenne gagne 0,5% par rapport à la monnaie américaine, au cours du mois de novembre 2020.

Au plan national, l'amélioration continue de la situation sanitaire a conduit les autorités ivoiriennes à assouplir la plupart des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la Covid-19. Ainsi, l'activité économique se normalise progressivement après les fortes perturbations enregistrées au premier semestre 2020.

Par ailleurs, en vue d'atténuer l'impact de la pandémie sur les agents économiques des secteurs formel et informel ainsi que sur les populations, et préparer la reprise des activités à la fin de la pandémie, un plan dénommé Plan de Soutien Économique, Social et Humanitaire (PSESH), d'un montant de 1 700 milliards a été mis en œuvre. Il permet aux opérateurs économiques les plus affectés par la crise économique engendrée par la pandémie de la Covid-19 de contenir les effets néfastes de la baisse de leurs activités. Ces appuis ont

concerné aussi bien les grandes entreprises, les Petites et Moyennes Entreprises du secteur formel que les acteurs du secteur informel.

S'agissant du secteur informel, les bénéficiaires du Fonds d'Appui aux acteurs du Secteur Informel (FASI) proviennent des secteurs du commerce (58,5%), de la restauration (15,7%), de l'artisanat (13,7%), du transport (4,1%), de « la culture et des loisirs » (3,6%) et des autres services (4,4%).

Au niveau social, le Fonds de Solidarité et de Soutien d'Urgence Humanitaire (FSSUH) a permis d'octroyer une aide financière sous forme de transferts monétaires à 15 857 personnes mises au chômage sur une cible de 20 706 et à 143 424 ménages vulnérables à fin octobre 2020.

Dans le domaine agricole, la riposte économique à la pandémie a consisté en la

Réalisations sectorielles à fin novembre 2020 comparées à celles à fin novembre 2019, sauf indication contraire. Valeurs en FCFA

Secteur réel

Sur les onze premiers mois de l'année 2020, l'activité économique montre des signes de reprise après la sévère crise sanitaire observée au premier semestre.

Secteur primaire

Le secteur primaire enregistre une évolution contrastée de l'agriculture d'exportation. En effet, les productions de noix de cajou, de banane dessert et de sucre progressent tandis que celle de l'ananas se contracte.

La production de **noix de cajou** s'est inscrite en hausse à fin novembre 2020, bénéficiant des mesures prises par le Gouvernement, en particulier le contrôle

distribution de kits agricoles de semence, d'engrais, d'herbicides et de petits matériels aux exploitants agricoles. Cela devrait permettre de pallier les difficultés liées à l'approvisionnement en intrants (semences, engrais) pour améliorer les rendements. Par ailleurs, les mesures prises ont contribué à l'amélioration des circuits de commercialisation et à la lutte contre la baisse de prix de certains produits dans un contexte de repli de la demande.

En ce qui concerne la gestion de la pandémie à Covid-19, l'exécution du plan de riposte sanitaire a accru la mobilité du personnel soignant et la disponibilité des médicaments. Elle a également favorisé l'amélioration des capacités de prises en charge des personnes infectées par le coronavirus.

des fuites à travers les frontières terrestres et la subvention des plants de cajou greffés à haut rendement. Ces actions ont bonifié la production qui s'est élevée à 848 700,0 tonnes, en augmentation de 33,7%. Cependant, comme d'autres cultures d'exportation, la noix de cajou a également connu des difficultés de commercialisation dues à l'interruption des activités, à la baisse des prix ainsi qu'à la faible capacité de stockage. La filière a ainsi bénéficié d'une aide de 36,69 milliards du Gouvernement à travers le Programme d'urgence de soutien aux filières agricoles dénommé « PURGA-Covid-19 ».

Concernant la production de **banane dessert**, elle a augmenté de 5,3% et s'affiche à 467 082,6 tonnes. Cette orientation favorable est le résultat des actions du Gouvernement, en particulier de la mise en œuvre de la stratégie de l'industrie de la banane, qui se traduit par l'augmentation des nouveaux investissements dans la production. En outre, dans le cadre de la durabilité des outils de production, le Gouvernement a octroyé au secteur un soutien de 500 millions.

Quant à la filière **ananas**, elle a été affectée par les mesures de lutte contre la Covid-19, qui ont perturbé la commercialisation, contribuant ainsi à l'augmentation des pertes après récolte. La production a donc baissé de 15,9% à fin novembre 2020 pour s'établir à 37 240,0 tonnes. Toutefois, avec le soutien du PURGA, la filière bénéficie d'une subvention de 1 milliard, qui contribue à garantir les outils de production et à accroître sa compétitivité.

En ce qui concerne le **sucre**, la production a augmenté de 10,6% pour se situer à 164 730,5 tonnes. Cependant, le secteur a souffert des importations frauduleuses en raison de la baisse des prix internationaux et de l'offre importante de sucre. Le Gouvernement a donc décidé de revitaliser la filière en maintenant l'interdiction d'importer du sucre pendant cinq ans. Le secteur devrait connaître un regain de compétitivité grâce aux investissements prévus pour mieux répondre aux besoins nationaux.

Tableau 1: Principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	11 mois 2019	11 mois 2020	Variation (%)	Prév 2020
Cacao*	1 091 272,2	1 011 789,7	-7,3	-8,3
Café*	94 109,3	83 002,8	-11,8	-10,1
Noix de cajou	634 631,0	848 700,0	33,7	42,1
Ananas	44 258,9	37 240,0	-15,9	13,3
Banane dessert	443 404,6	467 082,6	5,3	22,0
Coton graine**	360 073,5	368 026,1	2,2	2,2
Sucre	149 009,2	164 730,5	10,6	1,5

Sources : DGE, OPA, MINADER
*Données à fin septembre 2020
**Fin de campagne

La campagne 2019-2020 du **coton graine** s'est achevée en mai 2020 avec une production en hausse de 4,5% par rapport à la campagne précédente. Sur la période sous revue, la production de coton graine s'est établie à 368 026,1 tonnes, en accroissement de 2,2%.

S'agissant de la production de **cacao**, elle a régressé de 7,3% à fin septembre 2020 suite à la réglementation forestière prise par le Gouvernement en vue d'assurer une production durable du cacao et la préservation du couvert végétal. Toutefois, en vue d'améliorer le revenu des producteurs, le prix d'achat bord champ du cacao est fixé à 1 000 Franc CFA/Kg contre 825 Franc CFA/kg la campagne précédente. En outre, une usine de broyages de fèves de cacao d'un coût d'investissement de 2 milliards a vu le jour à Duékoué, dans la région du Guémon. Cette unité de production a une capacité de transformation de 72 000 tonnes et devrait générer 400 emplois directs et plus de 1000 emplois temporaires.

Concernant le **café**, sa production a également chuté de 11,8% avec 83 003 tonnes à fin septembre 2020 en lien avec le

vieillesse du verger. Toutefois, le prix bord champ est maintenu à 700 Francs CFA/kg pour contribuer à améliorer les conditions de vie des producteurs.

Secteur secondaire

L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) progresse modérément de 0,7% au mois d'octobre 2020, en glissement annuel. Cette hausse est imputable à l'augmentation des « industries manufacturières » (+0,3%) et des « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et d'eau » (+8,9%) atténuée par le repli des « industries extractives » (-0,5%) et des « industries environnementales » (-3,4%). Hors activités des industries extractives, la production industrielle se renforce de 1,2%.

Au terme des dix premiers mois de l'année 2020, l'activité industrielle régresse de 2,2% en lien avec la contraction des productions des « industries extractives » (-5,1%) et des « industries manufacturières » (-1,8%). Ces reflux ont été amoindris par l'accroissement des productions des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+5,4%) et des « industries environnementales » (+2,1%).

Le repli des activités des industries manufacturières provient de la baisse des divisions « fabrication de produits alimentaires » (-7,6%), « fabrication de matériaux minéraux » (-9,6%) et « raffinage pétrolier, cokéfaction » (-5,7%) atténuée par l'accroissement des divisions « travail du caoutchouc et du plastique » (+6,1%), « fabrication de produits pharmaceutiques » (+56,6%) et métallurgie (+54,6%).

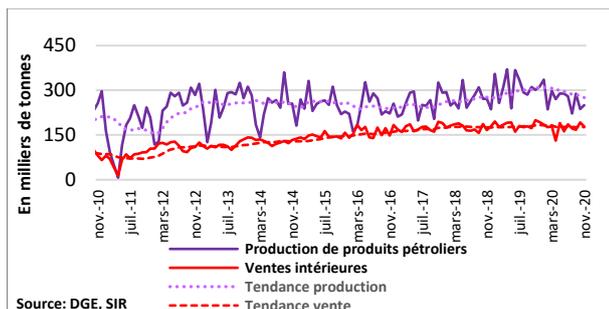
Concernant les « industries extractives », leur reflux s'explique essentiellement par la contraction de la division « extraction d'hydrocarbures » (-13,3%) non compensée par la hausse de la division « extraction de minerais métalliques » (+19,5%).

A fin novembre 2020, la division « extraction d'hydrocarbures » enregistre le recul de la production de pétrole brut (-20,3%) du fait de la baisse de la production des blocs CI-26 (-21,3%) et CI-40 (-21,7%). Par contre, la production de gaz naturel augmente de 4,0%, soutenue par la bonne tenue des blocs CI-27 (+15,6%) et CI-11 (+24,3%). La production de gaz est impulsée par la hausse de la demande issue des opérateurs de l'électricité de source thermique.

La division « extraction de minerais métalliques » se consolide à fin novembre 2020, avec les hausses respectives de la production d'or (+18,7%), de nickel (+142,1%), de manganèse (+12,4%). Par contre, la production de diamant (-2,1%) s'affiche en retrait en raison de l'impact de la situation sanitaire sur les activités minières. S'agissant de la bauxite, la production démarrée en janvier 2020 s'est située à 272 294,5 tonnes à fin septembre 2020.

La production de produits pétroliers poursuit son repli (-12,5%) en raison de la baisse de la demande nationale (-4,5%) et des exportations (-19,7%).

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



La production d'électricité augmente de 5,8% à fin novembre 2020, portée par la production thermique (+10,9%) en dépit du reflux de la production de source hydraulique (-4,4%). Elle est soutenue également par la solidité de la consommation intérieure (+7,5%) et des exportations (+13,8%).

À fin octobre 2020, l'**indicateur avancé des BTP** enregistre une baisse de 0,3% après avoir affiché une progression de 1,5% à fin septembre 2020 et 2,5% à fin août 2020. Cette décélération de l'activité de construction est liée aux inquiétudes suscitées par l'approche des échéances électorales. Par ailleurs, l'évolution de l'indicateur avancé du BTP observé sur la période sous revue, provient du repli notamment, de la consommation de « ciment » (-1,8%), de « tôles et bacs » (-27,3%), de « gravier » (-11,7%) et de « sable » (-23,8%). Toutefois, ces contractions sont amoindries par la hausse de la consommation de « bitume » (+13,0%), de « câbles et fils électriques » (+55,7%) ainsi que de « béton » (+7,4%).

L'activité du BTP continue de tirer profit de la poursuite des grands projets d'investissement publics en dépit des mesures d'urgences sanitaires en vigueur.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est défavorisé par les effets néfastes des mesures de lutte contre la Covid-19.

L'indice du Chiffre d'affaires (ICA) du commerce de détail reflue de 3,5% à fin novembre 2020. Ce recul est moins prononcé qu'à fin octobre 2020 où il s'est situé à -4,1%. L'ICA subit le repli des chiffres d'affaires des branches « produits de l'alimentation » (-9,6%), « produits pharmaceutiques et médicaux » (-3,4%) et « produits pétroliers » (-3,0%). À l'inverse les ventes des branches « produits d'équipement du logement » (+12,4%) et des « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+3,2%) et des « produits divers » (+5,8%) se sont accrues.

Au niveau du secteur du **transport aérien**, au terme des onze premiers mois de 2020, le nombre de passagers commerciaux enregistre une forte contraction de 61,1% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette déconvenue se ressent à travers les trafics vers l'Europe, la CEDEAO et le Reste de l'Afrique qui affichent des baisses respectives de 56,3%, 62,3% et 66,2%. De même, le trafic intérieur enregistre un recul de 44,3%.

Concernant le **transport ferroviaire**, le trafic de marchandises est ressorti en baisse de 5,3% à fin novembre 2020 par rapport à fin novembre 2019. Cette évolution est imputable au repli des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (-4,1%).

S'agissant du **transport maritime**, le trafic global de marchandise au Port d'Abidjan accuse un recul de 2,7% à fin novembre 2020.

Quant au **transport routier**, il ressortirait en baisse de 0,5% sur la période sous revue, au regard de l'évolution de la

consommation des carburants « super » et « gasoil ».

Prix à la consommation

Au mois de novembre 2020, l'indice harmonisé des prix à la consommation a connu une baisse de 0,3% après +1,0% au mois précédent, en raison d'un meilleur approvisionnement des marchés et espaces commerciaux suite aux perturbations post électorales du 31 octobre 2020.

Au terme des onze (11) premiers mois de 2020, les prix à la consommation s'accroissent de 2,4%, en lien avec le renchérissement des prix de la composante comestible (+4,1%) et de celle non comestible (+1,6%).

Cette hausse des prix des produits comestibles est attribuable aux « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,3%) et aux « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+0,7%), en particulier aux « tubercules et plantains » (+17,0%), aux fruits (+11,6%), aux légumes frais (+6,6%), aux poissons (+4,8%) ainsi qu'aux « tabacs et stupéfiants » (+2,1%).

S'agissant des produits non comestibles, leurs prix augmentent en lien essentiellement avec l'accroissement de prix du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,1%), des « articles d'habillement et chaussures » (+1,8%), des transports (+2,0%) et des restaurants et hôtels (+1,6%).

En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'établit à 2,4%, en conformité avec la norme communautaire d'un maximum 3%.

Emploi

La situation du marché de l'emploi formel est marquée par la hausse de 5,6% du

nombre de salariés sur un an pour se situer à 1 105 466. Ce dynamisme est attribuable à la fois à la bonne tenue de l'emploi au niveau du secteur privé (+4,7%) et du secteur public (+9,1%).

Par ailleurs, le marché du travail a bénéficié du soutien du Gouvernement aux entreprises sinistrées du fait de la pandémie à coronavirus. En effet, cet appui et la relative maîtrise de la pandémie au plan national ont permis de préserver des emplois.

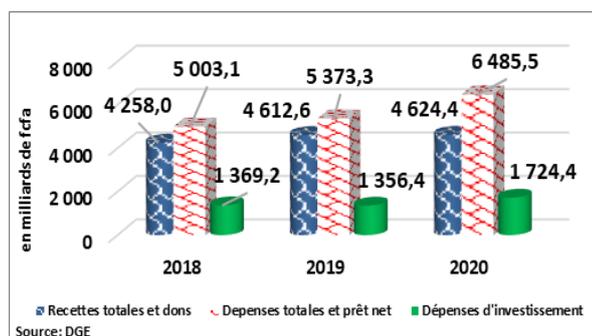
Finances publiques

La situation des finances publiques à fin novembre 2020 est caractérisée par un accroissement des recettes totales et dons de 0,3% en glissement annuel pour ressortir à 4 624,4 milliards.

Cette hausse est essentiellement due aux recettes fiscales (y/c recettes affectées et parafiscalité) et aux recettes non fiscales qui progressent respectivement de 43,3 milliards et 41,4 milliards.

Le niveau de mobilisation des recettes fiscales profite essentiellement de la progression enregistrée sur le recouvrement de la taxe « BIC hors pétrole » (+25,1 milliards), des autres taxes indirectes (+35,8 milliards) et des taxes sur produits pétroliers (+116,5 milliards). L'accroissement des recettes non fiscales, découle principalement des recettes de services (+6,5 milliards) et des autres recettes de sécurité sociale (+43,1 milliards).

Graphique 2 : Evolution des recettes et dons par rapport aux objectifs à fin novembre 2020



Concernant les dépenses totales et prêts nets, leur niveau d'exécution s'établit à 6 485,5 milliards, en hausse de 20,7%. Cette évolution provient de l'accroissement des dépenses de personnel (+136,8 milliards), des prestations sociales (+26,2 milliards), des subventions et autres transferts (+216,3 milliards), des dépenses de fonctionnement (+175,6 milliards), des dépenses d'investissement (+368,0 milliards) et des dépenses de sécurité (+132,0 milliards).

Pour financer le déficit budgétaire de 1 861,1 milliards ainsi que les échéances du capital de la dette publique due qui se sont établies à 2 802,3 milliards (2 516,8 milliards de dette intérieure et 285,5 milliards de dette extérieure), la Côte d'Ivoire a eu recours au marché monétaire et financier à hauteur de 3 661,8 milliards. Ces émissions comprennent 1 999,8 milliards de bons du trésor (dont 1 841,5 milliards de bons de trésorerie), 642,3 milliards d'emprunts obligataires, 710,5 milliards d'obligations du trésor et 309,1 milliards d'eurobonds.

Echanges extérieurs

Au mois de novembre 2020, en glissement annuel, le commerce extérieur hors biens exceptionnels enregistre en valeur une hausse des importations de 5,7% et une baisse des exportations de 2,3%.

Au terme des onze (11) premiers mois de l'année 2020, il est enregistré une baisse en valeur des importations et des exportations. En effet, les importations fléchissent de 2,0%, principalement en lien avec la chute des prix de 8,4%. En ce qui concerne les exportations, elles reculent de 3,9%, résultant de la baisse des volumes de 1,2% et des prix de 2,6%.

Par ailleurs, les exportations sont impactées par la mévente en valeur de **produits primaires** (-1,3%), de **produits transformés** (-5,6%) et de **produits miniers** (-7,0%). Le repli des exportations en valeur des produits tels que le cacao fèves (-2,6%), le coton masse (-30,1%), le café vert (-43,5%), le pétrole brut (-52,3%) et les « produits pétroliers autre que le pétrole brut » (-34,3%) n'a pas été compensé par la hausse des ventes de produits comme la noix de cajou (+12,4%), le caoutchouc naturel (+11,8%), le cacao transformé (+10,4%) et l'or brut (+32,7%).

Les **importations**, quant à elles, subissent la baisse des achats de **biens de consommation** (-0,7%) et des **biens intermédiaires** (-7,0%). Les achats de produits concernés par ces replis sont essentiellement le riz (-16,5%), les « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (-20,2%), le pétrole brut (-8,9%) et le « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (-9,3%). Par contre, les importations de **biens d'équipement** croissent de 3,1% en raison de la hausse des acquisitions de machines électriques (+11,6%) et de matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme (+13,0%). Cette évolution des composantes des importations est conforme à la politique économique qui vise à réduire les importations de biens alimentaires au profit

des biens d'équipement pour l'industrialisation du pays.

Il ressort de ces évolutions une amélioration des termes de l'échange de 6,2% et un solde commercial hors biens exceptionnels excédentaire de 782,8 milliards contre un excédent de 919,8 milliards à la même période de l'année 2019.

Situation monétaire et financière

La situation monétaire et financière reste marquée, sur la période sous revue, par l'embellie du financement intérieur, le dynamisme du marché des obligations et le repli des principaux indicateurs boursiers.

Situation monétaire

La masse monétaire au sens large (M2) connaît une expansion de 15,1% (+1 533,1 milliards), consécutive à la hausse conjointe des créances sur l'économie de 1,4% (+102,4 milliards), des créances nettes sur l'Administration Centrale de 33,9% (951,6 milliards) et des actifs extérieurs nets de 27,2% (+547,0 milliards).

Concernant les activités bancaires, au mois de novembre 2020, le montant global des nouvelles mises en place de crédits ordinaires ressort en baisse de 22,6% (-152,0 milliards) en glissement mensuel. La contraction enregistrée au niveau des crédits à la consommation (-218,2 milliards), des crédits immobiliers (-20,6 milliards) et des crédits d'équipement (-4,7 milliards) explique ce repli. Par ailleurs, la durée moyenne des crédits ordinaires en novembre s'établit à 18,2 mois avec un taux moyen de 6,4%.

Au terme des onze (11) premiers mois de l'année 2020, le montant cumulé des nouvelles mises en place des crédits

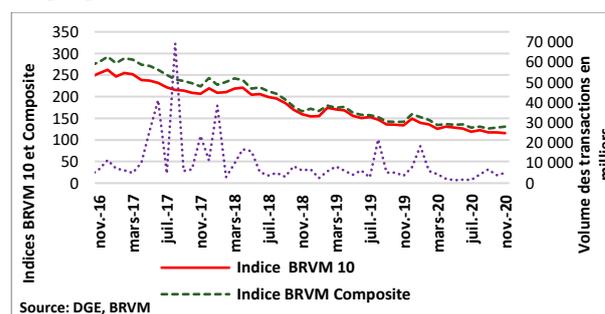
ordinaires affiche une augmentation de 12,0% (+553,7 milliards) provenant essentiellement des crédits accordés aux « Particuliers » (+392,3 milliards), aux « Autres sociétés » (+113,8 milliards) et aux « clients divers » (+104,9 milliards). Quant aux dépôts, ils baissent de 0,5% (-9,0 milliards) par rapport à leur niveau de novembre 2019.

Marché boursier

L'activité boursière dans l'UEMOA est caractérisée au mois de novembre 2020 par une hausse de l'indice BRVM composite de 2,1% et un recul de l'indice BRVM 10 de 1,4%, comparés à leurs niveaux du mois précédent.

Sur les onze (11) premiers mois de l'année 2020, les indices BRVM 10 et BRVM composite restent en repli respectivement de 18,0% et 15,4%. Ce recul est consécutif aux contreperformances enregistrées au niveau des principales branches, notamment « le service public » (-22,6%), « l'industrie » (-22,0%) et « l'agriculture » (-20,4%).

Graphique 3 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



S'agissant de la capitalisation boursière, elle croît de 15,6%, sous l'effet combiné de la hausse de la capitalisation du marché des obligations de 38,3% et du retrait de celle du marché des actions de 6,8%. Par ailleurs, la valeur transigée augmente de 69,5%, en

dépit du retrait du volume transigé de 22,1% sur la période sous revue.

En conclusion, grâce à la levée de la plupart des mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19, la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) et la poursuite des grands projets d'investissement publics, l'activité économique amorce progressivement sa reprise notamment dans le secteur tertiaire. Le secteur secondaire reste en retrait et le secteur primaire, malgré sa bonne tenue, est marqué par des difficultés de commercialisation dans certaines filières.

Par ailleurs, la seconde vague de contaminations qui sévit dans certaines régions du monde fait redouter une lenteur de la reprise du commerce mondial qui pourrait pénaliser l'économie nationale. Toutefois, le démarrage des programmes de vaccination dans plusieurs pays laisse entrevoir un contrôle de la pandémie dans le courant de l'année 2021. Cette situation devrait permettre de relancer favorablement l'activité économique en 2021.

Tableau de bord

	Avril-20	Mai-20	Juin-20	Juil-20	Août-20	Sept-20	Oct-20	Nov-20	Variations en glissement (Cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-74,0%	-58,7%	-37,3%	-32,4%	-24,1%	-34,9%	-32,7%	-32,4%	-36,0%
Cours du Cacao	-2,6%	0,0%	-7,4%	-13,0%	7,0%	6,7%	-5,9%	-6,4%	1,5%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-3,3%	-2,5%	-0,3%	2,2%	6,3%	7,2%	6,5%	7,1%	1,3%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao	nc	nc	-19,5%	nc	nc	42,4%	nc	nc	-7,3%
Café	nc	nc	-57,2%	nc	nc	-75,7%	nc	nc	-11,8%
Coton graine	8,6%	-55,1%	nc	nc	nc	nc	nc	nc	2,2%
Noix de cajou	-11,5%	118,2%	-28,4%	38,8%	94,1%	950,0%	1281,6%	17916,2%	33,7%
Secondaire									
IHPI global	-7,9%	-12,0%	-2,1%	-6,9%	-0,9%	0,5%	0,7%	nc	-2,2%
IHPI hors extraction	-5,2%	-10,9%	-0,8%	-4,0%	4,7%	1,0%	1,2%	nc	-1,0%
<i>Industrie manufacturière</i>	-5,9%	-12,7%	-1,4%	-5,0%	4,2%	0,1%	0,3%	nc	-1,8%
<i>Electricité, gaz et eau</i>	0,8%	4,2%	3,9%	3,0%	8,8%	7,8%	8,9%	nc	5,4%
BTP	-13,1%	-6,5%	1,5%	-2,4%	5,8%	-3,9%	-21,4%	nc	-0,3%
Production d'électricité	1,8%	5,6%	5,2%	3,6%	9,7%	8,3%	9,6%	3,1%	5,8%
Production de produits pétroliers	-27,1%	21,2%	-21,6%	-16,3%	-23,9%	1,1%	-23,9%	-17,1%	-12,5%
Pétrole brut	-28,2%	-21,4%	-23,1%	-22,0%	-18,1%	-13,0%	-10,7%	-7,1%	-20,3%
Gaz naturel	1,1%	7,7%	1,2%	-4,8%	8,1%	11,4%	13,1%	-0,5%	4,0%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-13,3%	-19,7%	-4,7%	-5,2%	-1,9%	2,2%	-1,2%	-1,0%	-3,5%
Trafic global maritime	-28,0%	6,7%	0,2%	-1,4%	1,7%	-2,7%	5,1%	nc	nc
Total voyageurs aérien	-99,2%	-98,5%	-97,7%	-83,7%	-67,2%	-57,9%	-52,3%	-60,4%	-61,1%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-6,3%	0,3%	-25,8%	-31,3%	-10,9%	14,3%	9,4%	21,8%	-5,3%
Echanges extérieurs¹									
Exportation en volume	13,3%	-15,4%	9,5%	-17,6%	5,9%	7,5%	14,4%	-19,8%	-5,4%
Importation en volume	-16,9%	-4,0%	33,2%	-3,1%	20,0%	1,3%	31,4%	46,5%	7,3%
Exportation en valeur	-13,6%	-20,2%	-5,9%	-14,6%	-6,9%	6,0%	2,6%	-2,3%	-3,9%
Importation en valeur	-2,8%	-7,1%	4,2%	-3,1%	6,9%	-8,6%	5,2%	5,7%	-2,0%
Solde commercial ²	-28,48	-1,06	144,93	-140,82	-53,19	-37,55	23,42	229,18	782,77
Financement									
Masse Monétaire (M2)	11,7%	14,8%	15,6%	17,2%	18,2%	18,7%	21,9%	15,1%	15,1%
Actifs Extérieurs Nets	53,2%	43,2%	62,2%	41,7%	57,7%	49,6%	37,1%	27,2%	27,2%
Créances intérieures	6,8%	10,7%	7,7%	7,5%	9,9%	9,8%	15,3%	10,4%	10,4%
Créances nettes sur l'AC	17,5%	19,8%	15,2%	4,0%	15,6%	21,7%	36,1%	33,9%	33,9%
Créances sur l'économie	3,1%	7,4%	4,8%	8,9%	7,5%	4,9%	7,1%	1,4%	1,4%
BRVM composite	-22,6%	-17,1%	-14,0%	-18,2%	-14,7%	-11,3%	-9,6%	-7,6%	-15,4%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	-18,6%	-15,7%	-18,3%	5,9%	14,6%	15,6%	9,4%	6,6%	0,3%
Dépenses totales & Prêts nets	-10,8%	27,8%	29,0%	0,1%	62,5%	55,2%	46,5%	30,6%	20,7%
Investissement public	-65,2%	98,3%	90,7%	-13,7%	139,1%	112,5%	178,3%	9,7%	27,1%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-83,65	-208,03	-394,93	-170,31	-228,00	-150,28	-193,82	-297,13	-1861,15
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,3%	2,3%	2,8%	2,7%	2,7%	1,9%	3,1%	1,7%	2,4%
Indice des biens alimentaires	5,6%	3,6%	4,8%	4,4%	4,6%	2,3%	5,0%	2,1%	4,3%
IHPC hors biens alimentaires	0,9%	1,7%	2,0%	2,0%	2,0%	1,8%	2,2%	1,6%	1,6%
Emploi									
Salariés secteur formel	1,2%	1,7%	2,8%	2,5%	4,9%	6,0%	6,5%	5,6%	5,6%
Salariés secteur formel privé	0,3%	0,9%	2,4%	1,7%	4,6%	5,6%	6,0%	4,7%	4,7%

Direction Générale de l'Economie
Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)
Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :
Sous-Direction de la Conjoncture
Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci
Tel : +(225)20200924/20200925

¹ Hors biens exceptionnels
² En milliards de FCFA